

L'AKP et Fethullah Gülen : d'un mariage de convenance au divorce douloureux

La rupture entre Erdogan et Gülen suppose une scission au sein de la mouvance islamiste en Turquie.

Jana Jabbour

Dès les premières heures ayant suivi le coup d'état manqué du 15 juillet, le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) et le président Recep Tayyip Erdogan ont accusé Fethullah Gülen et ses sympathisants d'être les instigateurs du putsch. Qualifié par les autorités turques d'« Organisation terroriste güleniste » (FETÖ) et identifié comme étant « un réseau illégal à apparence légale et qui menace la sécurité nationale », le mouvement Gülen est désigné comme l'ennemi numéro un de la nation et fait l'objet d'une purge massive dans l'armée, la justice, la police et les universités. Or, cette guerre impitoyable semble à première vue surprenante, étant donné les relations pacifiques voire amicales qui se sont tissées entre Gülen et l'AKP dans les années 2000. D'anciens complices, Erdogan et Gülen sont devenus des ennemis jurés. Il convient alors de revenir sur l'alliance de circonstances qui les a liés, avant d'analyser les raisons de la rupture.

La pensée güleniste versus l'idéologie AKP

Si l'AKP et le mouvement Gülen sont tous les deux considérés comme des groupes religieux et ont en commun un projet identique qui consiste à promouvoir l'islam et établir une société pieuse, des divergences majeures existent néanmoins entre eux aussi bien sur le plan idéologique que politique. Étant issu de la confrérie Naksibendi et du mouvement Milli Görüş fondé par Necmettin Erbakan, l'AKP revendique ouvertement son appartenance à l'islam politique ; le parti entend occuper le terrain politique en investissant le jeu démocratique. Son corpus idéologique, bien que reposant principalement sur la pensée d'Erbakan, se nourrit également de textes d'idéologues islamistes arabes comme Hassan al Banna, Sayyid Qutb et Rachid Ghannouchi, qui prônent tous la conquête du pouvoir. Fethullah Gülen, à l'opposé, est issu de la confrérie Nurcu basée sur une pensée hétérodoxe et qui prêche un islam plus « voilé » où l'influence politique passe par l'éducation plutôt que par l'exercice direct du pouvoir. Gülen rejette d'ailleurs explicitement la formation de partis islamistes dont l'objectif est de saisir le pouvoir et

de gouverner le pays au nom de l'islam. Il privilégie une voie occulte, qui consiste à infiltrer progressivement l'appareil d'État à travers l'implantation d'une élite pieuse dans des postes clé au sein des institutions et la mise à l'écart des anciennes élites kémalistes.

La pensée de Gülen est façonnée par son parcours personnel et les développements politiques de son époque. Né en 1938 dans la province d'Erzurum, à l'est de la Turquie, dans une région longtemps disputée par l'empire russe, Gülen structure sa pensée autour de deux éléments : le nationalisme turc comme moyen de protéger l'intégrité territoriale du pays et l'attachement à la religion comme moyen de vaincre le matérialisme et l'athéisme de l'Union soviétique. Inspiré par le penseur soufi Said Nursi (1877-1961) qui considère que science et religion sont compatibles, Gülen préconise un renouveau de l'islam et un changement graduel de la société et de l'État à travers l'éducation d'une jeune génération avant-gardiste qui maîtrise la science et la technologie tout en étant profondément religieuse. Cette « génération dorée » (*altın nesil*), élevée dans la bonne conduite islamique et décomplexée face à la modernité, est appelée à occuper les positions d'influence et à prendre les commandes de son pays. Grâce à cette stratégie d'entrisme, Gülen entend provoquer une révolution silencieuse et transformer l'État en profondeur, sur le long terme.

Travaillant comme imam et prédicateur, Gülen met en place en Turquie à partir des années quatre-vingt, des écoles dont le caractère missionnaire, l'identité opaque, le goût du secret et l'objectif d'influence (l'accès d'une élite religieuse à des postes-clé dans l'appareil d'État) les rapprochent à la fois de l'ordre des Jésuites et de l'Opus Dei. Deux types d'établissements sont établis : d'une part des *dershane*, des écoles préparatoires aux concours d'entrée des universités et aux concours administratifs, qui jouissent d'un grand succès vu le taux élevé de réussite de leurs étudiants ; d'autre part, des foyers universitaires et internats (*isik evleri* ou « maisons de lumière »), dans lesquels les pensionnaires doivent participer à des réunions du soir (*çaysohbetleri*), où les textes de Nursi et de Gülen sont lus et commentés. En privilégiant l'école à la mosquée, et l'édu-

cation à la prêche, Gülen propose une nouvelle voie d'islamisation de la société (voir les travaux de Bayram Balci). À partir des années quatre-vingt-dix, cette activité éducative est déployée à l'échelle internationale, la chute de l'URSS et la promotion du « panturquisme » par Turgut Özal permettant aux *Fethullacilar* (sympathisants du mouvement) d'implanter leurs écoles en Asie centrale. En quelques années, l'emprise du mouvement est avérée dans tous les secteurs : désigné par *Foreign Policy* comme l'« intellectuel musulman le plus influent du monde », Gülen est à la tête d'un véritable empire composé de plus de 500 écoles en Turquie et de plus de 1 000 écoles dans 120 pays (en Asie, en Amérique, en Europe et en Afrique), d'une organisation patronale (TÜSKON), d'une ONG (Kimse Yok Mu), d'une institution bancaire (Asya Finans), de chaînes de télévision (Samanyolu) et radio (Burç FM et Dünya), d'un journal (*Zaman*), et d'une agence de presse (Cihan). Le mouvement aurait quelques trois millions de sympathisants en Turquie et est connu sous le nom de « Cemaat » (communauté/confrérie) ou « Hizmet » (Service).

Toutefois, malgré le succès et l'expansion de ses activités, Gülen choisit en 1999 l'exil aux États-Unis, en Pennsylvanie, officiellement pour recevoir un traitement médical mais officieusement pour échapper à l'establishment kémaliste et à l'armée qui l'accusaient d'« atteinte au caractère laïc de la République ». Il a été blanchi en 2008, mais n'est pas rentré en Turquie. Pour certains, ce choix de demeurer en exil volontaire s'explique par l'imaginaire et le projet politiques de Gülen : s'inspirant de l'exemple de l'ayatollah Khomeiny qui a préparé la révolution iranienne depuis Neauphle-le-Château en France, Gülen prolongerait son exil en Pennsylvanie afin de mieux préparer la « révolution » en Turquie et de revenir dans son pays en position plus forte.

En plus des discordances idéologiques entre l'AKP et Gülen, de nombreux désaccords politiques les séparent. D'une part, alors que l'AKP entretient des liens étroits avec le monde arabe, Gülen porte un regard condescendant, voire méprisant sur cette région. En effet, l'islam de Gülen est un islam confrérique à forte composante nationaliste ; le prédicateur considère que le « vrai » islam est l'islam turc, et non celui du monde arabe. C'est la raison pour laquelle Gülen regarde avec suspicion le rapprochement d'Ankara avec le Moyen-Orient sous le règne de l'AKP et insiste sur l'ancrage de la Turquie en Occident. D'autre part, au niveau de la politique intérieure, si l'AKP fait preuve d'une relative ouverture à l'égard des Kurdes en leur reconnaissant des droits culturels, Gülen s'oppose à toute concession qui leur est offerte, au nom d'un nationalisme turc exacerbé.

De la convergence des années 2000...

Néanmoins, en dépit de ces divergences majeures, les années 2000 voient une alliance de circonstance se forger entre l'AKP et Gülen. Faisant face à un ennemi commun, à savoir l'establishment kémaliste et l'ins-

titution militaire méfiants à l'égard des groupes religieux, le parti au pouvoir et la Cemaat unissent leurs efforts en vue d'affaiblir l'armée et de mettre fin à sa tutelle sur la vie politique. Ainsi, dans la décennie 2000, et afin de consolider son pouvoir dans l'appareil étatique et la bureaucratie, le gouvernement AKP s'est employé à écarter les hauts fonctionnaires ultrakémalistes et à les remplacer par des personnes proches du mouvement Gülen. En ce sens, pour accroître son influence dans les institutions, l'AKP a aidé les disciples de Gülen dans leur projet d'infiltration de l'État. En contrepartie, c'est grâce aux réseaux gülenistes au sein de l'appareil étatique que l'AKP a réussi à porter un coup fatal à l'armée : en effet, entre 2007 et 2009, le gouvernement AKP procède à des arrestations massives de généraux qu'il accuse de comploter contre l'État en fomentant un putsch et contre qui il intente les procès « Ergenekon » et « Balyoz ». Or, cette action qui porte un coup fatal à l'institution militaire, a été rendue possible par le soutien et la complicité des *Fethullacilar* et l'étendue de leurs réseaux au sein de la police et de la justice : les suspects ont été arrêtés par des policiers gülenistes, traduits en justice devant des juges gülenistes, et leur procès largement couverts par des médias gülenistes.

De plus, la convergence entre l'AKP et Gülen au cours de la décennie 2000 répond aux intérêts « matériels » des deux parties. En effet, cherchant à étendre son influence à l'étranger, le mouvement güleniste a profité de la politique de bon voisinage de l'AKP pour développer une présence au Moyen-Orient. Celle-ci est d'abord intellectuelle : la Cemaat propage la pensée de son maître à travers des publications en langue arabe destinées au public moyen-oriental. Ainsi, les maisons d'édition Sözler et Dar el-Nil (Nil Yayınları), affiliées à la mouvance, établissent un bureau au Caire où elles vendent à un prix modique l'ensemble des œuvres de Gülen traduites en arabe. En 2005, la maison d'édition Isik (« Lumière »), liée à Gülen, publie la revue *Hira'* dont le nom est significatif car il désigne la grotte où le Prophète Mahomet a reçu la révélation pour la première fois. Imprimée au Caire, *Hira'* compte aujourd'hui plus de 37 000 abonnés dans l'ensemble du monde arabe.

Par ailleurs, profitant des bonnes relations entre le gouvernement AKP et les États arabes dans les années 2000, le mouvement Gülen a réussi à implanter ses écoles dans la région. Trois établissements scolaires sont ouverts en Égypte (au Caire, à Bani Suayf, et en Alexandrie) ; quatre au Maroc (à Rabat, à Agadir, à Casablanca) ; et une université est établie à Erbil, au Kurdistan irakien. L'ouverture de 10 autres établissements en Tunisie et en Algérie est prévue à l'horizon 2017. L'éducation dispensée dans ces écoles est tournée vers le monde moderne : l'accent est mis sur les matières scientifiques et l'informatique et l'apprentissage de l'anglais est obligatoire (à côté de l'arabe et du turc). L'enseignement « religieux » n'est pas explicite, mais repose sur des méthodes subtiles et sur une socialisation par l'islam : d'une part, les élèves sont encadrés par des éducateurs – le *abi* (« grand frère ») ou la

abla (« grande sœur ») – censés incarner une conduite exemplaire (*temsil*) et chargés de leur inculquer les valeurs et la morale islamiques (*edep*) à travers des discussions et un suivi pédagogique et personnel poussé. D'autre part, l'instruction de la religion se fait à travers une pression, diffuse mais très présente, pour l'observance d'une morale religieuse (par exemple les élèves sont encouragés à accomplir le devoir de prière). Ces écoles « modernes » et tournées vers l'avenir bénéficient d'un prestige et d'un rayonnement au Moyen-Orient d'autant plus grand que le système éducatif est en crise dans la majorité des pays arabes.

Or, l'implantation des écoles gülenistes et le succès dont elles jouissent auprès des populations moyen-orientales répond aux intérêts de l'AKP en matière de politique étrangère. En effet, ces écoles contribuent au *soft power* de la Turquie dans la région : d'un côté, dans l'esprit des populations arabes, elles sont directement associées à leur pays d'origine (la Turquie), ce qui contribue à accroître la visibilité d'Ankara. D'un autre côté, elles ont le potentiel de former une élite arabe turcophone, voire turcophile. En ce sens, ces écoles sont mises au service de la politique de rapprochement turco-arabe suivie par le gouvernement AKP, et elles concourent à la stratégie de puissance d'Ankara au Moyen-Orient. Elles servent de vecteur de diffusion de *soft power* et d'instrument de politique étrangère ; du propre aveu d'un ministre turc, « les écoles [gülenistes] sont l'acteur le plus important de la politique étrangère » (« *Türk okulları, dış politikanın en önemli aktörü* »).

Ainsi, bien que de nombreux désaccords idéologiques et politiques existent entre l'AKP et le mouvement Gülen, leurs agendas et leurs intérêts ont convergé dans les années 2000 : sur le plan intérieur, les deux parties entendaient lutter contre l'establishment kémaliste, leur ennemi commun ; sur le plan extérieur, les *Fethullahçılar* avaient besoin d'un soutien gouvernemental pour étendre leur réseau au Moyen-Orient, et le gouvernement AKP entendait capitaliser sur leur action pour accroître le *soft power* d'Ankara dans la région. La Cemaat et l'AKP se sont ainsi engagés dans une *joint-venture* et dans un mariage de convenance où chacun trouvait son compte.

...à la guerre ouverte

Or, la rupture était inévitable. Une fois l'ennemi commun affaibli et renvoyé dans ses casernes, les désaccords ont naturellement ressurgi, menant à une lutte fratricide entre les anciens alliés. La rupture entre Gülen et l'AKP fut progressive. Le premier sujet de discorde survient en mai 2010 lors de l'affaire du Mavi Marmara : ayant toujours entretenu de bonnes relations avec l'Occident et n'ayant jamais attaqué Israël ouvertement, Gülen s'oppose à l'envoi par l'ONG turque IHH et par le gouvernement AKP d'une flottille d'aide humanitaire, censée briser le blocus israélien de Gaza. Lorsque la flottille est arraisonnée par Israël et neuf activistes turcs sont tués, Erdogan rompt les relations diplomatiques avec

Tel Aviv ; Gülen, lui, défend une position pro-israélienne afin de préserver son statut aux USA. Pour Erdogan, il s'agit d'une première trahison de son « ami ». Ensuite, le traitement de la question kurde constitue un nouveau point de friction. Lorsqu'Erdogan charge Hakan Fidan, le chef des services de renseignements (MIT), de mener des négociations secrètes avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Oslo, des juges gülenistes lancent un mandat d'arrêt contre Fidan, ce qui oblige Erdogan à faire voter une loi offrant l'immunité juridictionnelle à celui-ci. Le divorce est entamé en 2013. En mai de cette année, les gülenistes sont soupçonnés d'avoir participé à la révolte de Gezi contre le gouvernement AKP. En représailles, ce dernier ordonne la fermeture des *dershane*, la poule aux œufs d'or de la Cemaat. En décembre, Gülen riposte en portant un coup sérieux au gouvernement : bien infiltrés dans l'appareil étatique et disposant de capacités d'espionnage, les gülenistes révèlent des enregistrements téléphoniques suggérant l'implication d'Erdogan et de son entourage dans des affaires de corruption financière. Le point de non-retour est alors atteint, la guerre ouverte est déclarée : le gouvernement AKP lance une purge contre l'« ennemi de l'intérieur », accusé de former un « État dans l'État » (*derin devlet*) et Erdogan déclare « nous les traquerons jusqu'au dernier, jusque dans leur repaire ». C'est dans ce contexte de lutte fratricide que le coup d'État du 15 juillet survient ; il est qualifié par Erdogan de « don du Ciel » pour « nettoyer l'État du cancer [Gülen] qui s'est propagé dans son corps », et accélérer la purge entamée depuis décembre 2013.

Perspectives d'avenir

Le coup d'État raté et la purge contre le mouvement Gülen qui s'est ensuivie ont deux conséquences importantes. D'une part, ils introduisent une scission et une fracture au sein de la mouvance islamiste en Turquie : les deux plus grandes factions islamistes du pays se livrent désormais à une guerre sans merci, ce qui crée de profonds traumatismes et risque de modifier le paysage politique turc sur le long terme. D'autre part, ces événements marquent la fin de la Cemaat en Turquie : en plus d'avoir acquis une mauvaise réputation auprès de l'opinion publique pour avoir instigué un coup d'État, le mouvement trouve ses écoles fermées, ses sources de financement gelées, ses médias interdits et ses sympathisants traqués. Aujourd'hui, la Cemaat est à un tournant majeur de son histoire, et elle lutte pour sa survie : dans ce contexte, sa seule voie de sauvetage semble être son enracinement à l'étranger. Tant que les écoles gülenistes en Afrique, en Asie, dans les Balkans et au Moyen-Orient sont prisées par les élites et dispensent un enseignement moderne et de qualité qui contraste avec les déficiences du système éducatif local, elles auront toutes les chances de rester implantées et, par conséquent, d'allonger la durée de vie de la Cemaat. Le destin du mouvement Gülen se joue désormais à l'étranger... ■